

Moratoire européen en danger...

Par Inf'OGM Jean-Pierre LEROY, Confédération Paysanne

Publié le 10/09/2002

Au cours du Sommet de la Terre à Johannesburg, le représentant du gouvernement américain a tancé sèchement les pays qui, majoritairement sous la pression de leur peuple, refusent les cultures et les productions issues d'OGM. Cette opposition fait perdre beaucoup d'argent aux firmes américaines engagées dans le processus de transgénèse végétale.

Après cette nouvelle admonestation étatsunienne et sans doute de peur que l'Oncle Sam nous envoie ses porte-avions croiser aux larges de nos côtes, l'Europe, par la voix de David Byrne, commissaire européen à la consommation et à la santé, déclare qu'il est temps de lever le moratoire contre les OGM institué sous la pression de six pays de la Communauté (Italie, France, Grèce, Danemark, Autriche et Luxembourg). Donc David Byrne défendant la santé des consommateurs à la Commission déclare, péremptoire, que les cultures transgéniques ne portent à conséquence ni pour la santé, ni pour l'environnement (voir en page 2).

Ce faisant, il passe par pertes et profits les nombreux rapports qui confirment les risques allergènes déjà en forte augmentation depuis l'utilisation de l'agro-chimie. Concernant les cultures et l'environnement, les expertises fort nombreuses, y compris issues de la Commission Européenne, mettent en cause la validité de la transgénèse végétale. C'est de l'existence des filières de qualité qu'il s'agit. L'agriculture biologique est à terme condamnée par des pollutions de pollen transgénique si l'utilisation des OGM se généralise.

A ce propos, un rapport commandé par la Commission indique que l'utilisation d'OGM va accélérer la disparition des petits paysans engagés dans des productions de qualité, ceux-ci ayant à leur charge la traçabilité de leurs produits, imputant des coûts supplémentaires, voire le déclassement de leurs cultures.

Le diktat des technoscientistes et de la cohorte d'hommes d'affaires avance tout azimut pour construire une agriculture et une industrie agro-alimentaire aux antipodes de ce que peut et devrait être un développement durable, expression peu compatible avec un développement industriel.

Lever le moratoire en Europe, c'est interdire à terme la liberté de semer, de consommer des produits agricoles autres que transgéniques. C'est un morceau de notre démocratie qui disparaît.